ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, le 12 juillet 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à la carrière du personnel des services de traduction à la Régie des Télégraphes et des Téléphones", a donné le 14 octobre 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e juli 1985 door de Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de loopbaan van het personeel van de vertaaldiensten bij de Regie van Telegrafie en Telefonie", heeft de 14e oktober 1985 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Ministre peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

PREAMBULE.

A l'alinéa 2, il y a lieu de viser non seulement les articles 8 et 72, § 5, de l'arrêté royal du 8 juillet 1977 fixant le statut du personnel de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, mais aussi les articles 6, 5°, et 76 de cet arrêté royal. En effet, l'article 6, 5°, constitue le fondement légal de l'article 1er du projet en tant qu'il détermine les diplômes ou certificats d'études requis pour le recrutement au grade de traducteur. L'article 76 de l'arrêté royal précité constitue le fondement de l'article 2 du projet.

Il y a donc lieu d'écrire, à la fin de l'alinéa 2, "..., notamment les articles 6, 5°, 8, 72, § 5, et 76;".

DISPOSITIF.

Article 2.

A la fin de l'article, il y a lieu d'écrire : "..., moyennant la réussite d'un examen dont les modalités et le programme sont ceux du concours de promotion au grade de traducteur".

Article 3.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 3.-

§ 1er. Le concours de promotion au grade de traducteur comporte :

1° une épreuve écrite d'une durée maximum de 5 heures 30 minutes consistant à rédiger un rapport sur un sujet administratif d'ordre général (coefficient d'importance : ...);

2° une épreuve écrite d'une durée maximum de 5 heures 30 minutes consistant :

a) à traduire sans dictionnaire des textes administratifs, juridiques ou techniques, de la langue du candidat en une autre langue (coefficient d'importance : 1);

b) à traduire sans dictionnaire des textes administratifs, juridiques ou techniques, de cette autre langue en la langue du candidat (coefficient d'importance : 1).

§ 2. Le concours de recrutement au grade de traducteur comporte :

1° une épreuve écrite d'une durée maximum de 6 heures 30 minutes consistant :

a) à traduire sans dictionnaire des textes administratifs, juridiques ou techniques, de la langue du candidat en une autre langue (coefficient d'importance : 1);

b) à traduire sans dictionnaire des textes administratifs, juridiques ou techniques, de cette autre langue en la langue du candidat (coefficient d'importance : 1).

2° une épreuve écrite d'une durée maximum de 4 heures 30 minutes consistant à faire la synthèse et le commentaire critique

d'un texte mis à la disposition du candidat pendant 30 minutes (coefficient d'importance : 2)".

Article 4.

Pour se conformer à l'usage, il y a lieu d'écrire "soixante pour cent" et "cinquante pour cent" au lieu de "60 P.C." et "50 P.C.".

Au paragraphe ler, 2°, mieux vaudrait écrire :

"2° soixante pour cent des points à l'épreuve visée à l'article 3, § ler, 2°, et cinquante pour cent des points à chacune des parties a) et b) de ladite épreuve".

La même observation vaut pour le paragraphe 2, 1°.

Article 5.

Les mots "visées aux articles 3 et 4" doivent être remplacés par les mots "visées à l'article 3".

Article 6.

Le texte néerlandais de l'alinéa ler du paragraphe ler devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 2 du paragraphe ler (devenant les alinéas 2 et 3 de ce paragraphe) :

"En cas d'égalité de points, les lauréats sont classés selon leur ancienneté de grade. Les agents qui ont le même grade et la même ancienneté de grade sont classés selon leur prise de rang. Les agents de grades équivalents qui ont la même ancienneté de grade sont classés selon leur ancienneté de service.

Si les critères ci-dessus ne suffisent pas à départager les lauréats, le plus âgé l'emporte sur le plus jeune".

Le paragraphe 2 devrait être rédigé de la manière suivante :

"§ 2. Les lauréats du concours de recrutement sont classés selon le nombre total de points obtenus. En cas d'égalité de points, les lauréats sont classés selon le nombre de points obtenus pour l'ensemble de l'épreuve visée à l'article 3, § 2, 1°, et, subsidiairement, selon le nombre de points obtenus pour la partie a) de ladite épreuve.

Si les critères ci-dessus ne suffisent pas à établir le classement, le lauréat le plus âgé l'emporte sur le plus jeune".

Article 7.

L'article serait mieux libellé comme suit :

"Article 7.-

Les lauréats de l'examen visé à l'article 2 sont classés selon leur ancienneté de grade. Les agents qui ont le même grade et la même ancienneté de grade sont classés selon leur prise de rang. Les agents de grades équivalents qui ont la même ancienneté de grade sont classés selon leur ancienneté dans le niveau 2.

Si les critères ci-dessus ne suffisent pas à départager les lauréats, la préférence est donnée à celui qui a la plus grande ancienneté de service ou, subsidiairement, au plus âgé".

Article 8.

Les règles statutaires prévues à cet article excèdent les pouvoirs délégués au Ministre par l'arrêté royal précité du 8 juillet 1977.

Ces dispositions devraient faire l'objet d'un arrêté royal.

L'article doit donc être omis.

Article 10 (devenant l'article 9).

Cet article abroge l'arrêté royal du 22 juin 1976 relatif à la carrière du personnel des services de traduction de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, mais prévoit encore l'application de cet arrêté royal à des concours organisés ou en cours d'organisation à une certaine date.

L'arrêté royal du 22 juin 1976 précité n'a pas été publié. L'application qui est faite de cet arrêté ne peut avoir lieu sans la publication préalable de celui-ci.

Article 11 (devenant l'article 10).

Cet article laisse en blanc la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

Cette formule ne soulève pas d'objection si le Ministre ne donne pas à son arrêté un effet rétroactif.

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat de Regering wegens haar ontslag alleen nog bevoegd is voor het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Minister in aanmerking kan nemen als hij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

AANHEF.

In het tweede lid dienen niet alleen de artikelen 8 en 72, § 5, van het koninklijk besluit van 8 juli 1977 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Regie van Telegrafie en Telefonie vermeld te worden, maar ook de artikelen 6, 5°, en 76, van dat koninklijk besluit. Artikel 6, 5°, vormt immers de rechtsgrond van artikel 1 van het ontwerp in zover dit bepaalt welke diploma's of studiegetuigschriften vereist zijn voor de werving in de graad van vertaler. Artikel 76 van het voornoemde koninklijk besluit vormt de rechtsgrond van artikel 2 van het ontwerp.

Aan het slot van het tweede lid dient dan ook te worden geschreven : "..., inzonderheid op de artikelen 6, 5°, 8, 72, § 5, en 76;".

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 2.

Aan het slot van het artikel moet worden geschreven : "... mits zij slagen voor een examen waarvan de nadere regelen en het programma die zijn van het vergelijkend examen voor bevordering tot de graad van vertaler".

Artikel 3.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 3.-

§ 1. Het vergelijkend examen voor bevordering tot de graad van vertaler omvat :

1° een schriftelijk gedeelte met een maximumduur van 5 uur 30 minuten, bestaande in het opstellen van een verslag over een administratief onderwerp van algemene aard (betrekkelijke waarde : ...);

2° een schriftelijk gedeelte met een maximumduur van 5 uur 30 minuten, bestaande in :

a) het vertalen, zonder woordenboek, van administratieve, juridische of technische teksten uit de taal van de kandidaat in een andere taal (betrekkelijke waarde : 1);

b) het vertalen, zonder woordenboek van administratieve, juridische of technische teksten uit die andere taal in de taal van de kandidaat (betrekkelijke waarde : 1).

§ 2. Het vergelijkend examen voor werving in de graad van vertaler omvat :

1° een schriftelijk gedeelte met een maximumduur van 6 uur 30 minuten, bestaande in :

a) het vertalen, zonder woordenboek, van administratieve, juridische of technische teksten uit de taal van de kandidaat in een andere taal (betrekkelijke waarde : 1);

b) het vertalen, zonder woordenboek, van administratieve, juridische of technische teksten uit die andere taal in de taal van de kandidaat (betrekkelijke waarde : 1).

2° een schriftelijk gedeelte met een maximumduur van 4 uur 30 minuten, bestaande in het maken van een synthese en een kritische commentaar van een tekst die gedurende 30 minuten ter beschikking van de kandidaat wordt gesteld (betrekkelijke waarde : 2)".

Artikel 4.

Overeenkomstig het gebruik dient men "zestig ten honderd" en "vijftig ten honderd" te schrijven, in plaats van "60 pct." en "50 pct.".

.../...

Het artikel zou in zijn geheel als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 4.-

§ 1. Voor het vergelijkend bevorderingsexamen is geslaagd, de kandidaat die :

1° zestig ten honderd van de punten heeft behaald voor het gedeelte bedoeld in artikel 3, § 1, 1°;

2° zestig ten honderd van de punten heeft behaald voor het gedeelte bedoeld in artikel 3, § 1, 2°, en vijftig ten honderd van de punten voor elk van de onderdelen a) en b) van dat gedeelte.

§ 2. Voor het vergelijkend wervingsexamen is geslaagd, de kandidaat die :

1° zestig ten honderd van de punten heeft behaald voor het gedeelte bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, en vijftig ten honderd van de punten voor elk van de onderdelen a) en b) van dat gedeelte;

2° zestig ten honderd van de punten heeft behaald voor het gedeelte bedoeld in artikel 3, § 2, 2°".

.../...

Artikel 5.

De woorden "de proeven bedoeld in de artikelen 3 en 4" moeten worden vervangen door de woorden "de examengedeelten bedoeld in artikel 3".

Artikel 6.

De Nederlandse tekst van paragraaf 1, eerste lid, zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 1. De kandidaten die geslaagd zijn voor het vergelijkend bevorderingsexamen worden gerangschikt volgens het totaal aantal punten behaald in het examengedeelte bedoeld in artikel 3, § 1, 2°".

Voorgesteld wordt, het tweede lid van paragraaf 1 (dat het tweede en het derde lid van die paragraaf wordt) als volgt te redigeren :

"Bij gelijk puntenaantal worden de geslaagden volgens hun graadanciënniteit gerangschikt. Ambtenaren die dezelfde graad en dezelfde graadanciënniteit hebben, worden volgens hun ranginneming gerangschikt. Ambtenaren met gelijkwaardige graden die dezelfde graadanciënniteit hebben, worden volgens hun dienstanciënniteit gerangschikt.

Indien de bovenvermelde criteria niet volstaan om de geslaagden te rangschikken, wint de oudste het van de jongere".

Paragraaf 2 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 2. De kandidaten die geslaagd zijn voor het vergelijkend wervingsexamen worden gerangschikt volgens het totaal aantal behaalde punten. Bij gelijk puntenaantal worden de ge-

slaagden gerangschikt volgens het aantal punten behaald voor het gehele in artikel 3, § 2, 1°, bedoelde examengedeelte, en, subsidiair, volgens het aantal punten behaald voor onderdeel a) van dat examengedeelte.

Indien de bovenvermelde criteria niet volstaan om de rangschikking op te maken, wint de oudste geslaagde kandidaat het van de jongere".

Artikel 7.

Het artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 7.-

De kandidaten die geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 2, worden volgens hun graadanciënniteit gerangschikt. Ambtenaren die dezelfde graad en dezelfde graadanciënniteit hebben, worden volgens hun ranginneming gerangschikt. Ambtenaren met gelijkwaardige graden die dezelfde graadanciënniteit hebben, worden gerangschikt volgens hun anciënniteit in niveau 2.

Indien de bovenvermelde criteria niet volstaan om de geslaagden te rangschikken, heeft die met de grootste dienstanciënniteit of, subsidiair, de oudste, voorrang".

Artikel 8.

De statutaire regelen die in dit artikel worden gesteld, vallen buiten de bevoegdheden welke bij het eerdervermelde koninklijk besluit van 8 juli 1977 aan de Minister zijn opgedragen.

.../...

Die bepalingen zouden in een koninklijk besluit moeten staan.

Het artikel moet dan ook worden weggelaten.

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Dit artikel voorziet in de opheffing van het koninklijk besluit van 22 juni 1976 betreffende de loopbaan van het personeel van de vertaaldiensten van de Regie van Telegrafie en Telefonie, maar bepaalt dat het nog van toepassing is op vergelijkende examens die op een te bepalen datum zijn georganiseerd of waarvoor de organisatie op die datum al een aanvang genomen heeft.

Het eerdervermelde koninklijk besluit van 22 juni 1976 is niet bekendgemaakt. De toepassing die aan dit besluit wordt gegeven kan geen doorgang vinden als het niet vooraf wordt bekendgemaakt.

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

Dit artikel laat de datum van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit open.

Tegen deze formule is geen bezwaar indien de Minister zijn besluit niet doet terugwerken.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.
Le rapport a été présenté par M. Cl. ROUSSEAUX, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. Cl. ROUSSEAUX, eerste auditeur.